



**CNUCED XII, ACCRA, GHANA, 20-25 AVRIL 2008**

**Forum de la société civile**

**Panel 5 : L'avenir de l'industrialisation dans les pays en développement**

**Le cas de l'Afrique**

**Contribution de Boèvi Kouglo LAWSON BODY, Economiste, CSI – AFRIQUE**

*Nous définissons l'industrialisation comme la force qui, par l'usage des systèmes de machines, structure l'espace économique, c'est-à-dire permet la construction des liaisons qui unissent les différentes unités économiques entre elles. C'est une solution face à la désarticulation et au dualisme des économies africaines. Cette voie d'industrialisation – pour les raisons que nous venons d'évoquer- a été empruntée par l'ensemble du continent mais les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes.*

Permettez-moi d'exprimer ma joie de prendre la parole dans le cadre de cette CNUCED 12 à l'occasion de ce panel sur l'avenir de l'industrialisation dans les pays en développement. Ce panel tombe à point nommer en ce moment où globalement l'Afrique semble être à la croisée des chemins dans le processus de mondialisation en cours. En effet, l'industrialisation et le développement industriel peuvent constituer un levier important pour le développement et un catalyseur dans la lutte contre la pauvreté et la faim, dans la mesure où ils peuvent occasionner l'accroissement et l'extension des capacités de production, susciter des possibilités de création d'emplois et entraîner des mutations durables qui peuvent avoir des incidences positives sur le développement social.

Ainsi, un développement industriel viable, gage de l'industrialisation peut être une arme puissante. Néanmoins, il lui faut un environnement porteur de bonnes politiques macroéconomiques et une bonne gouvernance, ainsi que des débouchés commerciaux pour les produits africains et des investissements, nationaux et étrangers. Mais tous ces éléments ne suffiront pas si nous ne nous donnons pas aussi, pour objectif précis, de débrider les énergies productives de l'Afrique. Pour cela, il faudra prêter plus d'attention aux ressources humaines, en améliorant les services de santé, d'éducation, de formation, d'éclosion et les possibilités d'emplois productifs et décents. Il faudra développer le secteur privé en Afrique, en récompensant l'esprit d'entreprise et en nouant des liens entre les petites et moyennes entreprises et les chaînes régionales et mondiales d'approvisionnement et de valorisation. Il faudra aussi recourir plus souvent, et avec plus d'imagination, aux partenariats public-privé, afin d'étoffer les infrastructures de base et les capacités technologiques

Cependant, la situation de l'Afrique est mitigée car avec près de 12% de la population mondiale, sa contribution à la valeur ajoutée industrielle n'atteint pas 2%. C'est pourquoi, ce panel trouve tout son intérêt dans la mesure où l'une des questions que l'on pourrait se poser est de savoir est l'industrialisation de l'Afrique est possible et quels sont ses effets sur le développement social.

- ❖ Quelle est la situation du développement industriel actuel ?
- ❖ Quelles sont les incidences des processus économiques actuels (accords commerciaux, mondialisation) sur l'industrialisation de l'Afrique ?
- ❖ Quels sont les effets de ces processus sur les conditions des travailleurs ?

## 1. Situation du développement industriel

**1.1 Le Constat Global est celui d'une diversité de situation, de la marginalisation et de la crise de l'industrie en Afrique. Ses manifestations sont entre autres :**

- Diversité profonde des secteurs et types d'entreprises (Mines, industries extractives, industrie manufacturière)
- Faiblesse et décroissance de la valeur ajoutée et exportations manufacturières.
- Peu de valorisation locale des ressources naturelles
- Faible articulation par rapport aux besoins des populations, faible diversification
- Fragilité du tissu industriel face aux mutations de tous ordres, pénalisé par les infrastructures déficientes à plusieurs niveaux (routes, énergies, équipements, technologiques)
- Politiques et stratégies industrielles en général non prioritaires
- Secteur entrepreneurial privé, peu structuré

Le legs colonial, le contexte international et les efforts d'industrialisation ont conduit à des tissus industriels dans l'ensemble fragiles, menacés, peu préparés aux chocs de la mondialisation.

## 1.2 Une évolution contrastée sans une vision de développement réel (la marche de zombie)

- Années 60 : décolonisation, création de CNUCED et ONUDI. Rattrapage et transferts de technologie, explosion de la société de consommation, industries lourdes, étatiques, industries de substitution aux imports, développement endogène.
- Années 80 : plan d'action de Lagos- dialogue sud-sud- productivité et automatisation- consommateurs et qualité, crise énergétique- priorité aux exportations- zones franches- IDE – PAS et diminution du rôle de l'Etat- diminution des mécanismes de protection de l'industrie- décennie du développement industriel de l'Afrique, priorité aux PME.
- Années 90 : conscience écologique et citoyenne- révolutions technologiques, en particulier technologies de l'information. rattrapage industriel en Asie- Uruguay round – émergence de la Chine (atelier du monde)- mondialisation, délocalisation et financiarisation ; consensus de Washington (austérité, privatisations, libéralisation)- idé- crises sanitaires mondiales- principe de précaution, intégration zones économiques/ CEDEAO/ UEMOA/. Economie du savoir; chômage main d'œuvre non qualifiée ; démocratisation.

gouvernance- pacte mondial et secteur privé, compétitivité, innovation, recherche et développement, priorité au commerce mondial, diminution du rôle de la planification, crise asiatique- réforme de l'ONU- pandémie du sida.

- Années 2000 : sommet mondial, OMD- DSRP- néo-libéralisme versus altermondialisme- mondialisation injuste- géants économiques plus puissants que les Etats- NEPAD, AGOA, « tout sauf les armes »- domination des acheteurs et prescripteurs- normes et engagements internationaux- crise de l'énergie- union africaine - revalorisation des matières premières, niches commerce équitable- OMC et le coton africain - APE.

## **2. Quelles sont les incidences des processus économiques actuels (accords commerciaux, mondialisation) sur l'industrialisation de l'Afrique**

### **La mondialisation et ses effets en général sur l'industrialisation des PED**

L'idée du libre échange est que tous les pays qui y participent en faisant jouer la loi des avantages comparatifs sortent gagnants, l'Afrique en profiterait pour son développement économique. Dans la réalité, le libre échange met en concurrence des pays inégaux. D'un côté ceux qui ont achevé leur processus d'industrialisation (les pays occidentaux) et en passe d'achèvement (les pays émergents) et de l'autre côté des pays dont le tissu industriel est encore au stade embryonnaire ou inexistant (exemple les pays africains). Le combat est donc inégal comme le montrent les résultats disponibles.

En effet, le libre échange ne profite pas à tous les pays. La mondialisation est à l'origine une nécessité pour les firmes multinationales - donc pour les pays industrialisés - dans la recherche des débouchés pour leur production. De ce point de vue, elle est une chance inespérée puisque les résultats de ces grandes firmes n'ont jamais été aussi importants. Les pays émergents quant à eux arrivent à tirer leur épingle du jeu.

Ils connaissent une amélioration de leur revenu et amorcent de ce fait le rattrapage des pays développés. Leur revenu est désormais 4,5 fois moins élevé que celui des pays riches alors qu'il était 5 fois au début des années 1990. Les pays africains par contre enregistrent un accroissement continu de l'écart de leur revenu à la fois avec les pays développés et avec les pays émergents. Ils sont dans une certaine mesure marginalisés.

### **L'Afrique marginalisée par la mondialisation**

Tout le monde s'accorde que la mondialisation se solde par une marginalisation progressive de l'Afrique. Celle-ci est due :

- au type de spécialisation : l'Afrique s'est spécialisée dans l'exportation des produits primaires. Or il est prouvé qu'une spécialisation dans les produits primaires est moins favorable au développement à cause du progrès technique, de la loi d'Engel, de la détérioration des termes de l'échange et du développement des produits de substitution. La demande mondiale de ce type de produits est en baisse continue et les pays producteurs subissent une insertion défavorable dans la division internationale du travail.
- au comportement des pays riches (l'UE et les USA) qui subventionnent massivement leurs agriculteurs. Dans ces conditions les avantages comparatifs, « artificiels », éliminent de la compétition les agriculteurs africains (nos pays n'ont pas les moyens de subventionner leurs agriculteurs). Désormais en Afrique le poulet, les œufs, la viande, le pain, ..., la nourriture au quotidien (sauf celle qui ne peut être produite en occident) vient de l'Europe ou de l'Amérique, ce qui détruit la production locale jugée moins compétitive. Or un peuple qui ne produit pas ce qu'il mange n'est pas un peuple libre. D'ici peu, les chinois vont peut être nous vendre le Sakassaka, l'arachide,... et ça sera le comble de notre malheur...
- au niveau de développement économique insuffisant. En effet un pays ne peut pas participer à la concurrence internationale s'il n'a rien à proposer sur le marché. Il ne peut donc pas ouvrir ses frontières aux produits étrangers lorsque son industrie est encore embryonnaire. Il existe un niveau (seuil) de développement préalable à l'ouverture et l'Afrique ne semble pas l'avoir atteint. Ce seuil s'est à la fois l'état des infrastructures, la qualité de la main d'œuvre, le choix de la branche stratégique,... Ce seuil doit se construire à l'abri de toute concurrence ce qu'interdit la mondialisation. En l'absence d'un minimum de protection, l'Afrique ne pourra pas construire son industrie puisque par définition une industrie « mineure » est toujours moins compétitive.

La plupart des pays aujourd'hui industrialisés ou en voie de l'être se sont construits à l'abri de toute concurrence et l'on veut que l'Afrique le fasse à « ciel ouvert ». Non, on nous ment, l'Afrique est entrain de devenir un « marché » - encore faut-il qu'elle soit solvable- pour les économies occidentales et restera un simple grenier pour ces mêmes économies. La mondialisation apparaît par conséquent comme un frein à l'industrialisation de l'Afrique.

### **3. Quels sont les effets de ces processus sur les conditions des travailleurs**

Le problème est de savoir si les processus d'industrialisation en Afrique peuvent conduire à une amélioration des conditions des travailleurs. A cet égard, selon une

investigation menée auprès de responsables syndicaux africains, les problèmes<sup>1</sup> liés à l'emploi au travail et aux conditions de travail peuvent être regroupés dans les six catégories suivantes :

- L'absence de protection sociale
- L'absence d'hygiène, sécurité et santé aux lieux de travail
- Le non respect des normes internationales et des lois sociales
- La précarité de l'emploi et chômage
- Le manque de facteurs de production
- L'absence de compétence

Ces problèmes et leurs causes sont ainsi récapitulés comme suit :

N°	Problèmes	Causes
1.	<p><u>Absence de protection sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de Couverture sociale (informel et ruraux)</li> <li>• Insuffisance de couverture sociale (formelle) en termes de population couverte et risques couverts (5% en CI).</li> <li>• Non prise en charge ou prise en charge partielle des personnes vivant avec le VIH dans le secteur informel (RSA)</li> </ul>	<p>Maximisation du profit par les grandes entreprises</p>
2.	<p><u>Hygiène et Sécurité au travail</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Grand taux de stress du aux problèmes sociaux (harcèlement, violence dans le secteur de l'enseignement et de la police (RSA))</li> <li>• Non respect des instruments légaux en matière d'hygiène, santé et sécurité au travail.</li> <li>• Travailleurs exposés aux risques professionnels</li> <li>• Absence et inefficacité de l'inspection du travail</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Manque d'inspection</li> <li>✓ Nombre insuffisant des médecins de travail</li> <li>✓ Manque d'initiatives</li> <li>✓ Système de redistribution absent ou inaccessible</li> <li>✓ Manque d'organisation des travailleurs de l'économie informelle</li> </ul>
3.	<p>Non respect des normes Internationales et lois sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Discrimination des personnes porteuses du VIH.</li> <li>• Exploitation et manque de protection légale et sociale des travailleurs migrants</li> <li>• Violation de la liberté d'association dans le transport et travailleurs domestiques (RSA)</li> <li>• Discrimination des travailleurs des ON non inféodées aux organisations politiques</li> <li>• Absence de dialogue social entre les employeurs et les représentants des travailleurs pour négocier les départs volontaires</li> <li>• Harcèlement sexuel</li> <li>• Non respect de la classification catégorielle et blocage de l'avancement.</li> <li>• Lenteur dans le traitement des dossiers des travailleurs dans les tribunaux.</li> <li>• Absence d'instruments légaux protégeant mes travailleurs agricoles.</li> <li>• Licenciement abusif (incitation au départ volontaire sous peine de renvoi).</li> <li>• Insuffisance des mesures d'accompagnement des travailleurs licenciés.</li> <li>• Journées de travail (longues: 9 h) non conformes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Flexibilité excessive et déréglementation accordées aux investisseurs.</li> <li>✓ Démission de l'État dans sa mission de régulation.</li> <li>✓ Délocalisation</li> <li>✓ Sous équipement de l'administration de travail.</li> <li>✓ Défaillance de l'administration de travail.</li> <li>✓ Absence des forces syndicales au niveau des secteurs, national et international.</li> <li>✓ Absence de liberté syndicale</li> <li>✓ Manque de protection des délégués du personnel.</li> <li>✓ Manque de capacité des représentants des travailleurs.</li> </ul>

<sup>1</sup> Ces problèmes ont été recensés par une vingtaine de responsables et cadres syndicaux provenant de différents pays en mars 2006 à Lomé, lors du séminaire continental de préparation du programme quinquennal 2008-2012 ODSA- Solidarité Mondiale.

N°	Problèmes	Causes
	<p>aux conventions et lois nationales.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Non respect des accords en lien avec les conditions de travail.</li> </ul>	
4.	<p>Précarité de l'emploi &amp; chômage</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Précarité de l'emploi (contrats temporaires), instabilité de l'emploi, système de quota dans la pêche (en RSA).</li> <li>• Exacerbation de la pauvreté à cause du VIH et diminution de la qualité du travail.</li> <li>• Perte de l'emploi des travailleurs agricoles (RSA)</li> <li>• Perte d'accès au logement des travailleurs agricoles suite à la perte de l'emploi (RSA)</li> <li>• Inadéquation de revenu/au coût de vie</li> <li>• Chômage (fort taux).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mauvaise gouvernance économique et politique</li> <li>✓ Non prise en compte des préoccupations des travailleurs dans les politiques économiques</li> <li>✓ Libéralisation effrénée</li> <li>✓ Iniquité dans la répartition des richesses créées.</li> <li>✓ Absence de politique d'emploi</li> <li>✓ Faible capacité d'offre d'emploi</li> <li>✓ Manque de politique de création d'emploi <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Absence d'un développement industriel</li> <li>○ Bradage des ressources naturelles</li> <li>○ Absence d'un plan social</li> </ul> </li> <li>✓ Effets néfastes des politiques imposées par le FMI, la Banque mondiale et l'OMC.</li> </ul>
5.	<p><u>Manque de facteurs de production</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inaccessibilité à la terre pour les travaux agricoles.</li> <li>• Discrimination en matière d'accès aux facteurs de production pour les femmes.</li> <li>• Accès limité aux facteurs de production (terre, eau, intrants, capital ...).</li> <li>• Expropriation des propriétaires agricoles pour les grandes entreprises.</li> </ul>	
6.	<p><u>Manque de compétence</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Absence d'une politique et formation et de recyclage institutionnalisé</li> <li>✓ Manque d'une vision politique de développement des compétences au sein des syndicats.</li> <li>✓ Insuffisance des infrastructures de formation de formation décentralisée (Mauritanie)</li> <li>✓ Faible niveau de base de travail.</li> <li>✓ Faible accessibilité à l'éducation de qualité.</li> <li>✓ Inadéquation formation/emploi et besoins économiques et sociaux du pays.</li> </ul>

#### 4. Quelles sont les perspectives

##### A/ D'abord, quelques prérequis indispensables

- La stabilité politique et sociale (niveau national). Une vision et un goût collectifs de l'avenir.
- La disponibilité, qualité et faible coût des infrastructures énergétiques, communications et télécommunications

- Un climat des affaires incitatif, lisible et prévisible. Le respect des lois et de la déontologie.
- La performance des services de l'Etat liés aux opérations des entreprises et aux exportations
- Des services d'appui financier et non financier aux entreprises performants
- Un effort continu et intense de formation professionnelle et supérieure de haut niveau.
- La priorité à la culture de la maintenance, de l'entretien des équipements, de la qualité.
- Une vision et une approche sous-régionale d'intégration des espaces économiques

*B/ Ensuite, une vision (nouveau paradigme) du développement industriel dans les pays africains*

- Volonté de construire l'avenir à partir d'une identité redécouverte et ouverte. Avoir une vision stratégique et volontaire ;
- L'homme, et ses savoir-faire traditionnels au cœur du modèle ;
- L'entreprise productive, créatrice de richesses et d'emplois, citoyenne, replacée au cœur d'une société solidaire et confiante ;
- S'appuyer sur tissu existant, mis à niveau pour renforcer compétitivité. favoriser l'investissement productif et mobiliser épargne et savoir-faire des migrants.
- Le potentiel de la micro et petite entreprise est privilégié, à travers des modes d'organisations nouveaux, utilisant toutes ressources technologiques disponibles ;
- Le partenariat Etat/ secteur privé, global et par filière prioritaire, national et international, est privilégié, dans une optique gagnant-gagnant, basée sur les principes de confiance et respect des engagements pris ;
- Les politiques nationales agricole, industrielle, commerciale, énergétique, infrastructures, formation, recherche et innovation, financière, investissement, aménagement du territoire, sont cohérentes et en synergie ;
- La déontologie des affaires, la qualité, la rigueur, la persévérance et le goût d'entreprendre sont mis en avant.



## Conclusion

A l'issue de cette analyse, quelle réponse pouvons-nous apporter à la question soulevée par le thème de cette conférence ? Naturellement, une réponse simple. Dans l'économie mondiale globalisée qui se caractérise par une concurrence effrénée et une vive compétitivité entre Etats, régions et continents, la pauvreté et la marginalisation de l'Afrique ne pourront que s'accroître et conduire le continent vers une dérive irréversible si les structures économiques actuelles se maintiennent.

Mais, nous n'avons pas le droit d'être pessimiste. Le destin du continent se trouve entre les mains de ses fils, les élites comme les citoyens de toutes les catégories qui doivent produire des idées révolutionnaires pour conduire un changement économique et social basé sur une économie très diversifiée et efficace

Permettez d'insister dans cette conclusion sur un préalable qui me paraît essentiel qui relève plutôt du domaine socioculturel et politique mais qui influence sinon détermine fortement l'économique. La société mondiale globalisée est un champ de bataille à tous les niveaux. Or l'Afrique est confrontée depuis plusieurs siècles à trois types de crises :

- *la crise de notre être,*
- *la crise de l'agir et*
- *la crise de l'utopie*

qui se manifestent depuis la traite jusqu'à ce 21<sup>ème</sup> siècle. Maintenant, les choses tournent en notre faveur mais nous n'en sommes pas conscients. En effet avec la mondialisation, le jeu est ouvert et d'autres peuples émergent mais au même moment le village planétaire qu'est devenu un champ de guerre économique. Sur un tel théâtre, il faut :

- avoir une bonne préparation,
- être animé de la volonté de vaincre,
- faire les mouvements rapides,
- passer à l'offensives et
- avoir de bons alliés.

En sommes nous capables ?